Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Le Moule, 14 février 1952 Autopsie d'un massacre

Christian Schnakenbourg

Numéro 170, janvier-avril 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1029392ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1029392ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Schnakenbourg, C. (2015). Le Moule, 14 février 1952 : autopsie d'un massacre.
Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe, (170), 55-81.
<https://doi.org/10.7202/1029392ar>

Le Moule, 14 fevrier 1952

Autopsie d'un massacre

Christian SCHNAKENBOURG¹

Le 14 février 1952 vers midi, dans le bourg du Moule, les CRS tirent sur la population au cours d'une opération « de maintien de l'ordre », faisant quatre morts et une quinzaine de blessés. Ce massacre a laissé dans la mémoire collective moulienne un souvenir traumatisant, dont on peut aujourd'hui encore mesurer l'ampleur plus de soixante ans après². Pourtant, bien qu'il s'agisse d'un évènement majeur dans l'histoire contemporaine de la Guadeloupe, la littérature à son sujet est extrêmement mince³. Serait-ce parce que le massacre, plus récent et plus meurtrier encore, de Mai 1967 à Pointe-à-Pitre, aurait comme frappé d'obsolescence mémorielle toutes les victimes antérieures de violences policières ?

1. Professeur émérite à l'Université de Picardie, membre de l'Equipe de recherche AIHP-GEODE de l'Université des Antilles.

L'auteur remercie sa collègue Danielle Bégot de ses observations à l'issue d'une conférence donnée à Pointe-à-Pitre le 11 décembre 2013 pour faire un premier point des résultats de cette recherche. Et surtout Mme Chantal Vincent, pharmacienne à Moule, pour l'aide précieuse qu'elle lui a apportée lors de l'enquête de terrain, en 2013, pour la localisation des principaux lieux du drame dans une toponymie urbaine qui a beaucoup changé depuis 1952.

2. Au cours de cette même enquête de terrain, à Moule, pratiquement toutes les personnes de plus de 40 ans que nous avons interrogées avaient une connaissance plus ou moins précise de l'évènement, certaines faisant même état de récits de leurs père ou grand-père. Plusieurs nous ont signalé le petit monument commémoratif situé devant le cimetière. Lors de la conférence précitée du 11 décembre 2013, plusieurs participants venus de Moule ont abondamment contribué au débat, interrogeant, précisant ou critiquant ; certaines de ces interventions nous ont conduit à modifier nos interprétations initiales. Qu'ils en soient remerciés.

3. Les développements les plus nourris se trouvent dans la grande biographie publiée par J. P. Sainton, *Rosan Girard. Chronique d'une vie politique en Guadeloupe*, PAP, Paris, Jasor-Karthala, 1993, p. 264-267. Dans le tome III de son *Histoire de la Guadeloupe*, Aurillac, Ed. du Centre, 1970, p. 191, H. Bangou lui consacre sept lignes en tout et pour tout. Plus surprenant : dans son article « Lutttes ouvrières et politiques en Guadeloupe de 1946 à 1978 », *Historial Antillais*, t. VI, Paris, Ed. Dajani, 1980, p. 136-180, L. Farrugia ne dit pas un mot du drame.

C'est au cours d'une recherche sur l'industrie sucrière et les grandes grèves de la canne dans les années 1950⁴ que nous avons croisé la journée du 14 février 1952, dont nous n'avions jusqu'alors qu'une vague connaissance. Cet épisode sanglant paraît devoir mériter une étude spécifique. Précisons qu'il ne s'agit ici que de premiers résultats obtenus à partir de sources non exhaustives. Tout ce qui suit devra donc être repris, critiqué, précisé et complété par des travaux ultérieurs conduits par d'autres chercheurs. Nous présenterons d'abord les sources utilisées, puis nous décrirons l'environnement politique et économique général dans lequel s'inscrit le drame, nous essaierons ensuite de reconstituer le déroulement des événements, et enfin nous nous interrogerons sur les causes et les arrière-plans du massacre, avec, comme fil conducteur, la question essentielle : « *pourquoi* » ?

1. LES SOURCES

Cet article repose exclusivement sur deux dossiers conservés aux Archives départementales de la Guadeloupe sous les cotes S.c. 385 (pour « Série continue », provisoire) et 7W 58, provenant respectivement de la préfecture et de la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre, consacrés tous deux à la campagne sucrière 1952 et aux nombreux incidents qui l'accompagnent. Nous avons cherché en vain une source équivalente sur le sujet dans les archives du ministère de l'Intérieur versées aux Archives nationales.

S.c. 385 et 7W 58 contiennent sensiblement le même genre de documents, mais, parce qu'il provient d'une autorité administrative hiérarchiquement supérieure, le premier cité est à la fois plus important par le nombre de documents qu'il renferme et plus instructif par la perspective plus élevée qu'il offre. C'est donc sur lui que nous nous appuierons principalement, ne recourant à 7W 58 qu'à titre supplétif et complémentaire. Son contenu est extrêmement varié et peut être décliné en trois types de documents.

1° Les documents d'origine administrative produits par l'activité des services de l'Etat en Guadeloupe ; ici presque uniquement la police nationale (RG et CRS) et la gendarmerie. Ils permettent de connaître les relations entre les différents niveaux de la hiérarchie, dans un sens ordres et instructions du préfet aux fonctionnaires sur le terrain, et dans l'autre rapports et comptes rendus sur leur exécution. Cette catégorie de documents est extrêmement utile pour notre propos, dans la mesure où elle permet de retracer de façon souvent très précise le déroulement des événements. Mais inversement, elle présente le gros inconvénient de ne livrer que la vision policière de ceux-ci.

2° Une multitude de télégrammes reçus par la préfecture en provenance de divers expéditeurs (gendarmeries, maires, associations, syndicats ...) pendant toute la période de grève, en particulier après le 14 février.

4. Pour le tome IV (*Les Vingt glorieuses de la sucrerie guadeloupéenne, 1946-1965*) de notre *Histoire de l'industrie sucrière en Guadeloupe aux XIX^e et XX^e siècles*, à paraître en 2015 aux Editions L'Harmattan.

L'intérêt informatif unitaire de chacun est très faible, mais, une fois collationnés, l'ensemble forme une utile source complémentaire.

3° Les documents d'origine privée : tracts et articles de journaux rassemblés par la police. Ils sont peu nombreux mais extrêmement précieux, car, sans eux, les seules sources écrites dont nous disposerions seraient celles d'origine policière.

Et, naturellement, beaucoup de « divers ».

L'ensemble du dossier rassemble environ 300 documents⁵. Il est divisé en quatorze chemises au classement interne très approximatif et dont le contenu n'est pas homogène, mais avec des dominantes. C'est en particulier dans la première que se trouvent la plupart des documents livrant la version officielle de la fusillade, dans les neuvième et dixième l'essentiel de ce qui concerne les événements antérieurs au 14 février, dans les dixième et douzième les tracts et coupures de presse. Dans nos références, nous indiquerons le numéro de la chemise⁶, la nature et la date du document.

Parmi tous les documents conservés dans S.c. 385, quatre méritent une attention particulière. Provenant d'acteurs ou de témoins directs du drame, ou établis après enquête auprès d'eux, ils permettent de serrer au plus près le déroulement des événements sur l'ensemble de la journée.

1° Dans la chemise 1⁷, une feuille *recto-verso* intitulée « Incidents qui se sont produits dans la commune du Moule le 14 février 1952 », sans date mais probablement du jour même ou du lendemain. Elle ne comporte aucune indication d'origine, mais tout son contenu, dans le style comme dans le vocabulaire employé, dénote une source policière. Ce n'est pas le compte-rendu réglementaire comme doivent en rédiger pour leur hiérarchie les commandants d'unités de CRS ou de gendarmerie après une opération de maintien de l'ordre⁸, mais une sorte de récapitulatif de leur activité dans la journée, probablement un élément de brouillon en vue de la réalisation du compte-rendu définitif, qui ne nous est malheureusement pas parvenu. Il est divisé en trois parties : « bilan », « missions », « déroulement des incidents ». Cette dernière, de très loin la plus longue, énumère en quelques phrases lapidaires et avec indication de l'heure, les divers incidents survenus entre 6 h et 14 h 20 ; le passage le plus fourni est évidemment celui de l'intervention proprement dite dans les rues du bourg entre 11 h 30 et 12 h 15, autour du moment de la fusillade. Ce document constitue la source policière la plus complète et la plus précise dont nous disposons. De sa confrontation avec les

5. Au cours de notre recherche, nous avons pris des notes, ou tout au moins les références, concernant 210 pièces. Mais il en est beaucoup d'autres que nous avons ignorées, soit parce qu'elles étaient en double, soit parce qu'elles ne nous apportaient rien. Le chiffre de 300 que nous indiquons ici constitue probablement un minimum.

6. Que nous abrègerons parfois en « Ch. ».

7. ADG : S.c. 385, chemise 1. Dorénavant, la références aux chemises citées de 1 à 14 ne seront pas précisées étant toutes issues de S.c. 385.

8. Aucun compte-rendu de cette nature ne nous est parvenu pour cette journée, alors qu'il en existe deux (CRS et gendarmerie) pour les incidents de Morne-à-l'eau du 8 février (*infra*). Il n'est pas conservé dans S.c. 385, et nous n'avons trouvé aucun dossier sur le massacre de Moule dans les archives du ministère de l'Intérieur versées aux Archives nationales.

autres sources, il apparaît à peu près fiable pour tout ce qui est antérieur à 11 h 30, mais absolument mensonger ensuite. Nous le citerons : *Rapport Incidents*.

2° Toujours dans la chemise 1, un rapport du chef de la police urbaine de Moule, M. (prénom non précisé) Radacal, en date du 15 février. Bien que son auteur soit, comme son nom l'indique, un Guadeloupéen, il ne fait preuve d'aucune empathie pour les victimes. Il raisonne « en flic » : les CRS ont fait « une juste démonstration (pour) rétablir le calme, je dis bien juste ». Son rapport est extrêmement précieux, car il est celui d'un témoin direct, et il donne, sur le déclenchement des tirs, des précisions que l'on ne trouve nulle part ailleurs. A utiliser d'un œil critique. Nous citerons : *Rapport Radacal*.

3° Dans la chemise 2, un extrait des délibérations du conseil municipal de Moule du 7 mars, reproduisant *in extenso* la partie de celles-ci consacrée à la « Subvention au bureau de bienfaisance en vue de secours aux victimes de l'évènement du 14 février 1952 ». Le premier adjoint, Césario Sibon, faisant fonction de maire en l'absence du député-maire Rosan Girard, alors à l'Assemblée Nationale, fait un récit détaillé de la journée du 14 février. A noter toutefois qu'il n'est pas un témoin direct, puisqu'il était parti négocier à Gardel pendant le drame. On peut supposer qu'il a rassemblé le maximum de témoignages chez ses administrés, ce qui donne une grande crédibilité à son propos. Ce document permet de recouper les sources policières sur plusieurs points. Nous le citerons : *Exposé Sibon*.

4° Dans la chemise 10, une affiche intitulée « La vérité sur les événements sanglants du 14 février 1952 au Moule », signé du député-maire Rosan Girard. C'était initialement un texte publié dans *L'Étincelle* du 2 avril, le journal du Parti communiste en Guadeloupe. Mais à peine celui-ci vient-il de paraître qu'il est immédiatement saisi par la police, ce qui conduit alors son auteur à le republier sous forme d'affiche. Rosan Girard n'est pas à Moule le 14 février, mais, rentré de Paris immédiatement après le drame, il effectue auprès de la population une enquête extrêmement sérieuse, dont ce document donne les principaux résultats. Il ne s'agit pas ici d'un autre récit des événements et des circonstances de la fusillade, mais de la localisation précise des tirs, des traces de balles, des blessés et des endroits où sont tombées les victimes. C'est en ceci que ce document est extrêmement précieux, car il permet de confirmer ou d'infirmer toutes les autres sources disponibles. Nous le citerons : *Enquête Girard*.

2. LE CONTEXTE

Le massacre du 14 février n'est pas survenu comme un accident, et encore moins comme une « bavure » policière, dans la sérénité tranquille d'une Guadeloupe paisible. Il constitue au contraire l'aboutissement d'un long processus de dégradation de l'environnement politique national et local, aggravé par l'exacerbation d'un conflit particulièrement dur dans la canne.

a) *L'extrême tension de la situation politique*

Le début de la décennie 1950 constitue le sommet de l'affrontement Est-Ouest de l'après-guerre et de ce que l'on appelle la « guerre froide »⁹. La tension internationale se répercute directement sur la situation politique intérieure française. C'est l'époque de la « Troisième force » où socialistes (SFIO), démocrates-chrétiens (MRP) et radicaux, renforcés occasionnellement par les « modérés » (droite ultraconservatrice), font cause commune contre les communistes, considérés comme un danger pour la démocratie et l'indépendance de la France ; certes, des divergences parfois importantes existent entre eux, les majorités parlementaires fluctuent, les gouvernements « valsent »¹⁰ (mais ce sont toujours plus ou moins les mêmes hommes qui reviennent)¹¹, mais l'anti-communisme constitue le ciment de toute la classe politique de droite à gauche. Le PCF est complètement isolé par son alignement inconditionnel sur l'Union Soviétique de Staline en fin de règne, mais aussi par son hostilité à la guerre d'Indochine (autre théâtre de la « guerre froide ») que la France est en train de perdre malgré le soutien de plus en plus appuyé des Etats-Unis. Les partis de gouvernement l'excluent totalement du jeu parlementaire¹² et parviennent même à réduire encore son influence au Palais Bourbon en adoptant, pour les élections législatives de 1951, un système électoral épouvantablement compliqué, permettant toutes les alliances et toutes les manœuvres (« Scrutin de liste départemental majoritaire à un tour, avec apparentement des listes, panachage et vote préférentiel »), dont l'objectif affiché est de laminer la représentation du PC ; objectif atteint : avec 27 % des voix (ce qui en fait le premier parti de France), il se retrouve avec 16 % des députés seulement (103 sur 625). Naturellement, ses militants sont en butte à une « chasse » constante, les fonctionnaires qui en sont membres sont révoqués à la moindre occasion¹³, des « coups tordus » sont montés par la police contre ses dirigeants¹⁴, et ses manifestations sont toujours réprimées « vigoureusement ».

9. Selon la vision euroéo-centriste alors dominante des relations internationales. Il n'y a pas de guerre en Europe, mais on est en pleine guerre de Corée (1950-1953) qui fera trois millions de morts.

10. Vingt-quatre gouvernements se succèdent sous la IV^e République (1946-1958), soit un tous les six mois.

11. Rappelons que François Mitterrand fut onze fois ministre sous la IV^e République.

12. Lors des votes de confiance à l'Assemblée Nationale, l'habitude est de déduire les voix des députés communistes du décompte des suffrages hostiles au gouvernement ; il est vrai que, à l'époque, ceux-ci sont systématiquement contre tout ce qui est pour et pour tout ce qui est contre.

13. Le cas le plus connu est celui de Frédéric Joliot-Curie, professeur au Collège de France et fondateur du Commissariat à l'énergie atomique, révoqué en 1950 en conséquence de vives pressions américaines.

14. Dont le célèbre « complot des pigeons » destiné à discréditer Jacques Duclos, faisant fonction de secrétaire général en l'absence de Maurice Thorez, alors à Moscou, afin d'obtenir la levée de son immunité parlementaire. En mai 1952, au lendemain des émeutes contre le général Ridgway, la police fouille la voiture du leader communiste et trouve dans le coffre un revolver (dont il sera prouvé ultérieurement qu'il ne lui appartenait pas) et surtout deux pigeons dans une cage. Pour la police, ces deux volatiles étaient destinés à donner des instructions aux émeutiers, voir même à communiquer secrètement avec Moscou (!). Comme le « délit » est flagrant, l'immunité parlementaire ne joue pas et Duclos se retrouve en prison pour trois mois sous l'accusation de complot contre la sûreté de l'Etat. Il sera finalement blanchi par la justice.

Le sommet à cet égard se situe en mai 1952 lors des violentes manifestations organisées contre la venue en France du général américain Ridgway, matraquées avec une grande brutalité par les « brigades spéciales » de la préfecture de police (Un mort, des dizaines de blessés). La fusillade du 14 février s'inscrit donc dans un contexte de guerre civile « froide » et de comportement « musclé » de la police des deux côtés de l'Atlantique.

Le même schéma politique se retrouve en Guadeloupe. Le PC, qui n'est encore qu'une simple fédération départementale du PCF¹⁵, constitue la première force politique locale. Aux législatives de 1951, il est parvenu, malgré une énorme fraude, à réunir 44 % des voix et surtout à faire réélire son principal dirigeant, Rosan Girard, le maire de Moule, immensément populaire dans tout le pays, qui constitue pour cette raison une véritable « bête noire » pour l'administration. Tout en protestant bruyamment de sa fidélité à Staline et à l'URSS, le PC local mène une action dont les objectifs sont très largement autonomes par rapport à la « ligne » du centre métropolitain, et qui s'oriente essentiellement dans deux directions : 1) Application immédiate et intégrale de l'assimilation, avec une inlassable et vigoureuse dénonciation des retards apportés à sa mise en œuvre ; 2) Soutien inconditionnel aux revendications ouvrières, particulièrement celles des travailleurs de la canne¹⁶. Pour l'administration et les usiniers, le PC est un « foyer pestilentiel »¹⁷ qui, en liaison avec la CGT, de très loin le premier syndicat de la Guadeloupe, manipule les travailleurs, excite leur mécontentement et les pousse à la grève ; il est stigmatisé comme le grand responsable de tous les troubles survenus dans le département depuis 1945. Tous les hauts représentants de l'Etat envoyés alors depuis Paris¹⁸ sont des préfets « de choc », dont la mission politique et policière première est de combattre et réduire l'influence du PC par tous les moyens ; et tous les moyens sont effectivement employés : poursuites judiciaires à répétition, guérilla administrative contre les municipalités communistes, accusations mensongères et souvent nauséabondes, saisie de la presse, et naturellement fraude électorale. Et surtout, ils vont s'attacher tout particulièrement à « avoir la peau » de Rosan Girard, contre lequel est mené une véritable « guerre de dix ans »¹⁹.

b) Prospérité sucrière et misère populaire

Le contexte économique et social dans lequel se situe le massacre de Moule n'est pas moins tendu que la situation politique, en raison de l'énorme décalage existant depuis 1946 entre l'extraordinaire prospérité des usines et l'immense misère de ceux qui travaillent pour elles. La lutte des classes à l'état pur !

15. Il prendra son autonomie pour devenir le PCG en 1958.

16. J. P. Sainton, *La décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Guadeloupe et en Martinique (1943-1967)*, thèse d'habilitation dact., UAG, 2010, p. 131-139.

17. Selon le propos de Rosan Girard lui-même un quart de siècle plus tard ; cité par J. P. Sainton, *Rosan Girard*, p. 252

18. Gilbert Philipson (1947-janvier 1951), Gaston Villeger (janvier 1951-novembre 1952), Jacques Brunel (novembre 1952-1954).

19. J. P. Sainton, *Rosan Girard*, p. 259-290.

Les années de l'immédiat après-guerre constituent un véritable « âge d'or » pour les entreprises sucrières des DOM. La France manque de sucre, en conséquence des combats et des destructions en 1940 et 1944, des difficultés et pénuries de toutes sortes (main-d'œuvre, engrais, charbon) pendant l'Occupation et jusqu'en 1948. On se tourne alors vers les usines des Antilles et de la Réunion, qui ont accumulé des stocks considérables, représentant environ deux années de production, en raison des difficultés croissantes d'expédition de leurs sucres puis du blocus pendant la guerre. Leur production augmente rapidement ; en Guadeloupe, elle passe de 45.000 tonnes en 1946 à 96.000 en 1952. En même temps, les profits explosent. Depuis 1946, note le rapport sur le Deuxième plan, les entreprises sucrières « ont bénéficié de fonds de roulement provenant de la réalisation et de la réévaluation des produits stockés pendant le blocus et qui, par la suite, ont réalisé des bénéfices substantiels grâce à l'inflation et à la montée des cours. Ces stocks, dont le prix de revient était faible par suite de la stabilisation des salaires pendant la période de guerre, ont été (vendus) à des prix très supérieurs ..., procurant aux entreprises des bénéfices certainement anormaux »²⁰.

En face, les salaires ne suivent pas. L'inflation galope sous le double effet de la pénurie de biens de consommation et d'une création monétaire excessive ; de 1947 à 1952, les prix augmentent d'environ 500 %. Bien sûr, au début de chaque campagne sucrière, des hausses de salaires nominaux sont accordées par les usiniers après des négociations difficiles avec la CGT, mais, sauf en 1948, elles permettent tout juste de rattraper l'inflation de l'année précédente ; puis, de nouveau, le pouvoir d'achat diminue dans l'année en cours au fur et à mesure que les prix poursuivent leur escalade. Dans la « course prix-salaires », ces derniers sont toujours perdants. Conséquence : la population du pays sucrier crève de misère. Le rapport précité sur le Deuxième plan n'hésite pas à employer le mot, en précisant que le niveau de vie est inférieur à ce qu'il était avant la guerre²¹ ; il y a pourtant déjà huit ans que la départementalisation a été votée.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que le mécontentement grandisse et que des grèves plus ou moins importantes éclatent au début de chaque campagne. Celles de 1946 et 1948 sont particulièrement dures, la seconde surtout. Elle dure environ 50 jours, se heurte à une répression « musclée »²², mais, pour une fois, la seule au cours de cette période, l'augmentation des salaires qui s'en suit est supérieure à l'inflation.

En principe, l'instauration du SMIG et du SMAG, à partir de 1951²³, aurait dû régler le problème, puisque leur niveau est fixé et modifié par le gouvernement en fonction de la hausse des prix, afin de préserver le pouvoir d'achat des travailleurs. Mais leur mise en œuvre en Guadeloupe se passe mal. Outre qu'ils sont frappés d'un abattement de 12 % par

20. Commissariat général au Plan, *Rapport général de la Commission ... des Plans de modernisation et d'équipement des Départements d'outre-mer*, dact., 1954, p. 217.

21. *Ibid.*, p. 3-4.

22. Intervention lourde et souvent brutale de la gendarmerie, mais sans utilisation des armes, et surtout répression judiciaire ; des centaines d'arrestations, 75 prévenus devant le tribunal correctionnel, onze condamnations à de la prison ferme.

23. Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMAG en agriculture), institué en métropole par la loi du 11 février 1950 et étendu aux DOM l'année suivante.

rapport au taux de base métropolitain, leur application se heurte à l'extrême mauvaise volonté des usiniers. Contraints et forcés, ceux-ci sont bien obligés d'augmenter les salaires en conséquence, mais refusent d'aller au-delà du minimum légal et bloquent absolument toute discussion sur ce point. Ce comportement patronal exaspère les travailleurs. A la fin de 1951, la situation sociale est très dégradée en Guadeloupe ; déjà les ouvriers industriels de Roujol et Bonne-Mère se mettent en grève pour les conditions salariales de la campagne à venir, et les premiers signes annonciateurs d'un futur grand mécontentement apparaissent dans tout le pays sucrier²⁴.

3. LES ÉVÈNEMENTS

a) Le démarrage de la grève et les premiers incidents (fin janvier – 10 février)

Le processus conduisant au drame du Moule s'enclenche à la mi-janvier 1952, lors des négociations pour la fixation des salaires de la campagne qui va commencer. Que ce soit pour la récolte ou la fabrication, les propositions des usiniers sont très insuffisantes. L'application mécanique de la formule du SMAG donne un taux de base pour le manœuvre dans la canne²⁵ de 73 francs de l'heure²⁶ ; les usiniers avancent celui de 83 F, soit une augmentation de 14 %, les travailleurs réclament un minimum de 91 F (+ 25 %). Les ouvriers de Roujol, en grève depuis novembre, acceptent et reprennent le travail, mais ceux de Bonne-Mère poursuivent leur mouvement, bientôt rejoints, le 18 janvier, par les ouvriers agricoles de Marquisat. Au cours des jours suivants des incidents sans gravité entre grévistes et non-grévistes se produisent sur les habitations de cette usine, ainsi qu'à Roujol. La situation est plus tendue à Bonne-Mère où, le 21 janvier, une tentative de la direction de faire démarrer la fabrication avec des non-grévistes entraîne l'envahissement de l'usine par environ 250 personnes ; le personnel des bureaux est molesté, on compte sept blessés, puis l'usine est évacuée par la gendarmerie, apparemment sans violences²⁷, ce qui n'empêchera toutefois pas huit ouvriers de Bonne-Mère d'être condamnés ultérieurement pour voies de fait²⁸.

24. Sur tout ce qui précède, voir des développements plus fournis dans notre t. IV précité, *Vingt glorieuses*, chap. 5.

25. A partir duquel sont déduits, par un jeu de coefficients, les salaires de toutes les autres tâches, notamment celui des coupeurs.

26. Les francs dont il est question dans cet article sont les « anciens » francs d'avant la réforme monétaire de 1959, instaurant les « nouveaux » francs par déplacement de la virgule (1 NF = 100 AF). L'adjectif disparaît en 1963, et il n'est plus alors question que de franc « tout court » jusqu'à l'entrée en vigueur de l'euro, en 2002. Bien qu'une telle conversion n'ait pas grand sens, 1 AF = 0, 0015 €.

27. Du moins si l'on en croit le seul compte rendu direct de l'affaire dont nous disposons, le rapport du capitaine de gendarmerie Peyraud du jour même (chemise 9). Le ton général du rapport et le vocabulaire employé sont d'une grande sérénité : « Les gendarmes ont fait écouler la foule qui s'est rapidement calmée et ont fait jeter dans le fossé les bâtons et les pierres ».

28. Chemise 14, tribunal correctionnel de PAP, 14 mai 1952, deux condamnations à un an ferme et six de un à quatre mois ; peines doublées en appel, mais toutes avec sursis (23 décembre 1952).

Pendant ce temps, les usiniers refusent toujours de négocier. Le 26 janvier, des délégués de tous les syndicats (CGT, CFTC, Fédération des exploitants agricoles, unions locales non confédérées) réunis en « cartel » lancent un ultimatum pour 100 F de l'heure, avec grève générale à partir du 29 en cas de refus. Au jour dit, les travailleurs industriels de Darbous-sier essaient de lancer le mouvement, mais la direction brise la grève en embauchant des chômeurs et en licenciant « les ouvriers qui ont montré trop d'empressement à suivre la CGT » (RG, 30 janvier)²⁹.

Contrairement à ce qu'espéraient sans doute les usiniers, ce comportement répressif, bien loin de calmer le mouvement, lui donne au contraire un coup d'accélérateur. En premier lieu parce qu'il se déplace sur le terrain politique. Communistes et socialistes, qui, comme en métropole, étaient jusqu'alors à couteaux tirés³⁰, opèrent un rapprochement ; responsables des deux partis tiennent en commun des réunions publiques de soutien aux revendications ouvrières³¹, et leurs élus annoncent qu'ils refuseront de voter le budget du département « tant que satisfaction ne sera pas donnée aux travailleurs »³². Mais surtout parce que, à partir du 2 février, la grève commence à s'étendre, touchant tout d'abord les habitations de Darbous-sier et Blanchet, dont le fonctionnement devient irrégulier³³. Après l'échec d'une ultime tentative de négociation, le 5 février³⁴, le mouvement se généralise progressivement à tous les centres ; le 10 ou le 11, les salariés de Sainte-Marthe, Grosse-Montagne et Beauport se mettent en grève, rejoignant ainsi ceux de Bonne-Mère, Roujol, Darbous-sier, Blanchet et Marquisat³⁵, mais pas encore ceux de Gardel. Bien sûr, cette extension n'est pas toujours spontanée ; à Beauport, par exemple, les ouvriers sont tout d'abord « très peu enthousiastes »³⁶ et traînent des pieds pour rejoindre le mouvement. En plusieurs endroits, l'arrêt du travail est plus ou moins imposé par les grévistes, qui emploient « des moyens d'intimidation » ; sur les habitations de Darbous-sier, « des grévistes armés de gourdins circulent dans les plantations afin d'intimider les ouvriers au travail »³⁷. Dans l'ensemble, en dehors de l'arrestation de quelques grévistes de Bonne-Mère, probablement en liaison avec les incidents du 21 janvier³⁸, la répression est encore limitée ; ainsi, les grévistes précités circulant armés de gourdins sur les habitations de Darbous-sier sont simplement « chassés » par les CRS, un terme qui ne semble pas dénoter une bien grande utilisation de la force.

29. Source de tout ce qui précède : ensemble de rapports des RG et de la gendarmerie de la seconde quinzaine de janvier, dans chemises 9 et 10.

30. H. Bangou, *Histoire de la Guadeloupe*, t. III, p. 170-171.

31. Edinval (CGT), Ludger (PC), Toribio (SFIO) à Morne-à-l'Eau le 5 février (ch. 10, note RG du 6) ; Ibéné (PC) et Bernier (SFIO) à Saint-François le 10 (Ch. 9, note RG du 11). Voir relevé complet des réunions du mois dans le rapport du capitaine Peyraud du 28 février « sur la situation politique, économique et sociale » dans l'arrondissement de Pointe-à-Pitre (chemise 10).

32. Ch. 10, note RG 31 janvier.

33. Ch. 10, ensemble de rapports RG et gendarmerie des 5 et 6 février.

34. Ch. 10, note RG 6 février.

35. Ch. 10, note RG 12 février.

36. Ch. 10, rapport gendarmerie Port-Louis du 7 février.

37. Ch. 10, note RG 6 février.

38. Ch. 10, gendarmerie Sainte-Rose 31 janvier.

Ultérieurement, dans son rapport d'ensemble au ministre du 14 février³⁹, le préfet, dans une habile rédaction amalgamant soigneusement les faits et les dates, n'hésitera pas à parler de « durs contacts entre les services du maintien de l'ordre et une bande d'agitateurs » et à évoquer les blessés relevés parmi les gendarmes et les CRS à propos de tous les incidents survenus depuis la mi-janvier, alors qu'en réalité rien de tout ceci ne se produit avant les événements de Morne-à-l'Eau ; jusqu'au 8 février, il n'y a ni « contacts », ni blessés.

*b) La bataille rangée de Morne-à-l'Eau (8 février)*⁴⁰

C'est précisément à cet endroit et à ce moment que la situation commence à dérapage. Les incidents s'étendent sur près d'une journée.

Le 7 février vers 23 heures, l'usine Blanchet, dont les ouvriers ne sont pas encore entrés en grève mais commencent à s'interroger⁴¹, est envahie par une cinquantaine de personnes qui arrêtent les machines et obligent le personnel à quitter les lieux. Mais les manifestants se retirent peu de temps après et l'usine recommence à fonctionner. Informés, les CRS, qui sont cantonnés à la Rosette, à l'emplacement de l'actuel musée Edgar Clerc, interviennent immédiatement ; un détachement est envoyé à Blanchet pour « protéger » l'usine et assurer « la liberté du travail », et le gros des forces se dirige vers Morne-à-l'Eau, où ils se positionnent à l'entrée du bourg, sur la route des Abymes. Ils reçoivent alors l'ordre d'escorter un convoi de camions chargés de cannes destinées initialement à Darboussier, mais que, en raison de l'arrêt de cette usine, la direction de la SIAPAP a décidé d'envoyer à Blanchet. Il est 8 h 30 quand le convoi s'ébranle, mais à peine a-t-il commencé à rouler qu'il est bombardé de toutes sortes de projectiles par la population cachée « sur les mornes », derrière les maisons et dans les ruelles adjacentes⁴² : « pierres, bouteilles et même coutelas, ... quelques bombes de fabrication locale éclataient sans blesser personne », note le *C. r. Peyraud*, mais sans parler de cocktails Molotov, tandis que le *C. r. Fouchard* cite des bouteilles d'essence enflammées, mais manifestement peu nombreuses. La population est furieuse⁴³, et même l'intervention du maire, le Dr Monnerville, « revêtu de son écharpe tricolore », ne parvient pas à rétablir le calme ; le seul moment où les jets de projectiles diminuent d'intensité est celui de la sortie des écoles. Finalement, à force de charges et de grenades lacrymogènes, et grâce à l'arrivée de renforts de gendarmerie de Pointe-à-Pitre, les CRS parviennent à faire passer ce convoi ; il a fallu près de deux heures de « durs contacts », pour reprendre l'expression du préfet, pour parvenir à ce résultat. Mais à 11 heures, l'arrivée d'un nouveau convoi

39. Chemise 1.

40. Sur tout ce qui concerne l'affaire de Morne-à-l'Eau, la seule source actuellement disponible réside dans les deux comptes rendus d'intervention rédigés le 10 février par les officiers commandant les gendarmes et les CRS engagés sur le terrain, respectivement le capitaine Peyraud (ch. 9) et le lieutenant Fouchard (ch. 10). Nous abrègerons en *C. r. Peyraud* et *C. r. Fouchard*.

41. Ch. 10, notes RG 5 et 6 février.

42. « Les projectiles tombaient drus », note sobrement le lieutenant Fouchard ; pour sa part, le *C. r. Peyraud* parle de « centaines » de projectiles.

43. « Le bourg est entièrement gagné à l'émeute » ; *C. r. Peyraud*.

entraîne la reprise des affrontements. Ceux-ci semblent au moins aussi violents que ceux du début de la matinée, se traduisant notamment par la destruction de deux camions de cannes, mais plus brefs. Les hostilités cessent vers midi ; les CRS sont retirés et envoyés « protéger » Blanchet, remplacés par des gendarmes, la population se disperse et la circulation est rétablie. L'usine continue de tourner jusqu'à épuisement de son stock de canne puis arrête sa fabrication en fin de journée. Dans la nuit du 8 au 9, quelques accrochages surviennent encore autour de l'établissement entre les CRS et des « assaillants » indéterminés, puis le calme revient définitivement. Le lendemain, le préfet prend un arrêté « portant interdiction de toutes manifestations et de tous attroupements sur la voie publique sur tout le territoire de la Guadeloupe »⁴⁴ ; cette initiative ne change évidemment rien à la réalité du terrain, mais, en « ratissant large », l'administration se donne les moyens juridiques de mettre en œuvre toutes les formes légales de répression.

Ces affrontements de Morne-à-l'Eau constituent indiscutablement un tournant dans la marche au massacre, car ils cristallisent de part et d'autres des sentiments dangereux.

Dans les rangs des forces « de l'ordre », l'humiliation. Après la fusillade du 14 février, le préfet aurait déclaré au maire de Moule que « les CRS ont perdu la face à Morne-à-l'Eau » parce qu'il leur avait interdit de tirer⁴⁵, alors que, manifestement, ce n'était pas l'envie de le faire qui leurs manquait⁴⁶. A la fin des affrontements, on relève cinq blessés légers et un plus gravement chez les CRS, et un grièvement chez les gendarmes. On peut imaginer la volonté de revanche qui les habite, auquel vient probablement s'ajouter une bonne dose de racisme : la prochaine fois, on va montrer à ces Nègres de quel bois on se chauffe !⁴⁷

Du côté de la population, même si les convois sont finalement passés, c'est un sentiment de victoire, dont J. P. Sainton se fait l'écho en rapportant la « rumeur » qui lui parvient trente ans plus tard « d'une certaine « volée » flanquée aux CRS ce jour-là »⁴⁸. Il semble même que l'exemple de Morne-à-l'Eau ait généré dans la population moulénienne, une certaine illusion d'invincibilité et une moindre perception du danger. Si les CRS n'ont pas tiré le 8 février, alors qu'ils ont rudement « dégusté », pourquoi le ferait-il ensuite si une telle situation se reproduisait ? D'autant qu'il y a manifestement, depuis le début de la grève, des militants à la pointe du mouvement qui ne reculent pas devant la perspective d'en découdre avec les forces de « l'ordre »⁴⁹. On peut se

44. Ch. 4, 9 février 1952.

45. Selon un tract s. d. du PC lançant « aux travailleurs de la Guadeloupe » un appel à « renforcer la lutte » (Ch. 10). Le conditionnel s'impose évidemment ici quant à ce qui concerne l'exactitude du propos, mais le préfet fait également état de cette interdiction dans son rapport d'ensemble au ministre du 14 février (Ch. 1).

46. C. r. Peyraud : Il a empêché « jusqu'à l'extrême limite le service d'ordre de tirer » ; C. r. Fouchard : « Malgré la situation critique à certains moments, jamais l'emploi des armes n'eut lieu »

47. J. P. Sainton, *Rosan Girard*, p. 264, rapporte les paroles d'un CRS entendues à Moule le 14 février : « On vous apprendra à respecter le Blanc » !

48. *Ibid.*, p. 265 ; la recherche de l'auteur se situe à la fin des années 1980.

49. Ainsi le 5 février, lors d'une réunion pour faire arrêter Blanchet, l'un des principaux responsables de la CGT, Sabin Ducados, s'exclame : si les gendarmes essaient de vous arrêter, « foutez leur des coups » ; ch. 9, note RG du 12.

demander s'il n'y a pas eu, le 14 février, des propos et des comportements imprudents qui ont conduit les Mouliens à minimiser, voire même à oublier, dans la chaleur fraternelle d'une mobilisation populaire, les risques qu'ils couraient. Le *Rapport Radacal* fait ainsi état de propos entendus dans la foule avant le massacre : « Vous voyez, ils (les CRS) ont peur de nous maintenant depuis l'affaire de Morne-à-l'Eau ; allons les attaquer ». On est sceptique sur cette dernière partie de la phrase, qui, nous le verrons, en correspond pas à ce que l'on peut savoir par ailleurs du déroulement des événements, mais la première semble au contraire très crédible ; il faut se rappeler que l'auteur du rapport est un Guadeloupéen, présent sur les lieux, et qui comprend parfaitement ce qui se dit en créole autour de lui.

c) *L'escalade (11-13 février)*

A partir du 9 février, la tension ne cesse de monter à Moule. C'est tout d'abord autour de Gardel qu'elle se focalise⁵⁰. En principe, la coupe doit commencer le 11, mais des militants communistes « étrangers à l'usine » viennent « armés de bâtons » depuis le bourg du Moule « en vue d'empêcher la mise en marche de l'usine » ; le 12, cent coupeurs et 35 % des ouvriers industriels seulement se sont (ont pu être ?) embauchés. Le directeur général de Gardel est un Blanc-créole martiniquais, Amédée Aubéry, qui a laissé dans la mémoire collective moulienne le détestable souvenir d'un patron « de choc ». Il demande l'intervention des CRS qui, nous le verrons, sont alors déjà très présents en ville ; les grévistes, qui s'étaient regroupés à environ un km de l'usine, sont dispersés sans incident puis se dirigent vers la mairie de Moule où ils sont reçus par « le maire »⁵¹ qui leur conseille de rester calmes. Le travail s'accélère à Gardel, où, en fin de matinée, 150 coupeurs sont au travail, sous la « protection » d'un peloton de CRS restés en point fixe à l'usine. On peut supposer que la tension autour de celle-ci est grande, d'autant plus que les nouvelles en provenance du bourg font également état, nous allons le voir, d'une inquiétante dégradation de la situation. Finalement, la direction, craignant des incidents, décide de suspendre la coupe⁵². Retenons en définitive que, pendant toute la période précédant le 14 février, rien de réellement sérieux, en termes de troubles à l'ordre public, ne se produit à Gardel.

Mais entre-temps, la mécanique fatale des événements conduisant au drame s'est mise en marche dans le bourg, et ne cesse de s'accélérer au cours des 11, 12 et 13 février⁵³. Pendant ces trois journées, les CRS investissent Moule dès le lever du jour pour ne s'en retirer que le soir tard (pas avant 20-21 h semble-t-il), et revenir de leur cantonnement de La Rosette

50. Sauf indication contraire, tout ce qui suit sur Gardel provient de ADG, 7W 58, principalement de deux rapports, respectivement du capitaine Peyraud (gendarmerie), 9 février, et des RG, 12 février.

51. En réalité, le premier adjoint Césario Sibon, Rosan Girard étant alors à l'Assemblée Nationale.

52. 7W 58, autre note RG du 12 février.

53. Tout ce qui suit sur ces trois journées provient presque uniquement de *Exposé Sibon*, complété par J. P. Sainton, *Rosan Girard*, p. 265-266, qui s'appuie sur des témoignages oraux recueillis postérieurement. Par contre, il n'y a rien à leur sujet dans les sources policières.

le lendemain matin. La population vit cette présence policière comme une occupation et une provocation permanente, d'autant plus qu'elle est loin d'être discrète. Les CRS se déploient massivement dans les rues, multipliant contrôles « musclés » et démonstrations brutales de force ; les véritables incidents semblent peu nombreux⁵⁴, mais c'est surtout un climat d'intimidation et de peur (« de terreur », disent les Mouliens) qu'ils font régner, « brutalisant les passants, ... se livrant à de grossières provocations, ... et cherchant à exciter la population par des gestes insensés »⁵⁵. Le 12, le maire-adjoint Sibon adresse au préfet un télégramme lui demandant de retirer les forces de police de sa commune, mais le lendemain elles sont de nouveau déployées en ville, « ce qui augmente l'inquiétude dans la population ».

Le 14 février, à 6 heures, les CRS reviennent une fois de plus à Moule dans sept « chars ». Quelques hommes sont envoyés à Gardel pour « protéger » l'usine, les cinquante autres s'installent dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie, située alors Savane Poyen, à l'emplacement de l'actuel centre culturel Robert Loyson ; de là, ils organisent des patrouilles dans les rues du bourg.

Immédiatement, l'atmosphère devient explosive ; on est déjà dans une logique d'affrontement. L'arrivée, à 9 h 15, de vingt gendarmes envoyés en renfort de Basse-Terre montre que, compte tenu des délais nécessaires pour organiser et acheminer le convoi, la préfecture s'était préparée dès la veille à une répression « musclée », et il est probable que, « en face », chez les militants les plus organisés, on s'y prépare également ; les événements de Morne-à-l'Eau, la semaine précédente, ont sans doute donné des idées à certains Mouliens.

Le premier incident grave de la journée (et il va être déterminant pour la suite de celle-ci) se situe vers 6 h 30. Les CRS arrêtent « un individu » qu'ils accusent d'avoir jeté la veille un cocktail Molotov sur un de leurs véhicules ; il s'agit d'un jeune garçon nommé Abouna, dont le principal tort semble de s'être trouvé au mauvais endroit au mauvais moment. Pour *l'Exposé Sibon*, il a été arrêté « sans raison ». On ne peut évidemment s'attendre à autre propos de sa part, mais les sources policières elles-mêmes donnent l'impression d'un acte gratuit d'intimidation. On a le sentiment que, après l'avoir interpellé pour faire peur à tous les témoins de la scène, les CRS ne savent que faire de leur « prise ». En témoigne le fait qu'Abouna est relâché plus tard « faute de preuves » ; comme s'ils avaient eu le temps d'effectuer la moindre recherche de preuves ! Cet incident est tellement trouble que même le statut juridique de l'interpellation est imprécis ; selon un télégramme séparé de la gendarmerie de Moule à sa hiérarchie⁵⁶ Abouna n'aurait pas été « arrêté », mais « identifié seulement » ; pourquoi l'avoir gardé deux à trois heures, alors ?

54. Le plus grave se situe le 12, où, au cours d'une « bousculade », « la population est dispersée à coups de crosse » ; le même jour, un cycliste est renversé par les CRS.

55. Selon les propos de *l'Exposé Sibon* ; mais celui-ci ne nous dit pas en quoi consistent exactement ces provocations et ces gestes insensés.

56. Chemise 3, heure d'expédition n. d., mais titre « Situation à 9 h 15 ». Ce document nous paraît extrêmement fiable parce qu'il est purement descriptif et envoyé au moment des événements qu'il relate.

Cette arrestation occupe une place centrale dans les comptes-rendus de la journée qui nous sont parvenus ; c'est l'étincelle qui déclenche l'explosion. Les CRS essaient d'amener Abouna à Gardel, mais ils se heurtent alors à la mobilisation, pacifique mais très déterminée, de la population. Des gens entrent dans l'église pour sonner le tocsin, provoquant des rassemblements dans tout le bourg. Le maire-adjoint Sibon adresse immédiatement au préfet un télégramme faisant état d'un « gros émoi » dans la population et demandant urgemment la libération du garçon arrêté « afin éviter troubles ». Ce qui est fait vers 9 h selon le télégramme précité de la gendarmerie et 9 h 30 d'après l'*Exposé Sibon*. Par contre, le *Rapport Incidents* des CRS parle de 7 h 30, comme pour diminuer l'importance de cette arrestation et de ses conséquences sur la suite des événements. Le maire avise immédiatement à son de caisse la population de cette libération, en l'exhortant au calme, mais il est déjà trop tard. Entre 9 h et 9 h 30, deux barrages de troncs d'arbres et de pierres sont érigés à la sortie du bourg, derrière lesquels se trouveraient 500 personnes⁵⁷. Ils ont clairement pour but de barrer l'accès à Gardel, où la coupe vient de s'arrêter. Le plus important se situe au début de la rue de Sainte-Anne, qui conduit directement à l'usine, le second sur la route de Saint-François, devant le pont sur la rivière d'Audouin. Le maire-adjoint Sibon se rend sur ces barricades pour demander qu'elles soient levées, mais n'obtient satisfaction que pour la seconde seulement ; celle de la rue Sainte-Anne est plus solidement gardée que jamais. Après un nouvel appel au calme, il part pour Gardel, accompagné du conseiller général Hubert, afin d'obtenir de la direction de l'usine l'arrêt de la fabrication. Il est alors 11 heures ; pendant environ une demi-heure un calme précaire règne sur la ville.

d) *Le massacre*

Il existe deux versions des événements survenus dans le bourg du Moule dans la matinée du 14 février 1952, celle que livrent les sources policières et celle reconstituée au cours des jours suivants à partir de témoignages des habitants. On peut espérer que, de leur confrontation, complétée par quelques autres sources moins importantes, finisse par se dégager, sinon une vérité unique et absolue, du moins un récit à peu près fiable articulé autour de quelques points fixes. On peut localiser tous les lieux cités ainsi que la marche des incidents sur la carte qui suit.

Le calme ne se prolonge pas bien longtemps. A 11 h 20, les CRS cessent leurs patrouilles et se regroupent à la gendarmerie, probablement dans l'attente d'ordres. Ce que fait au même moment la population n'est pas très clair dans les sources disponibles. Le *Rapport Incidents*, qui, rappelons-le, provient très probablement des CRS, « expédie » la question en une phrase lapidaire donnant l'impression que la ville est à feu et à sang : « Les routes sont coupées. 600 manifestants parcouraient les rues armés de pierres, bâtons et bouteilles ». De son côté, le *Rapport Radacal* (police urbaine de Moule) fait état d'une « foule »

57. Chiffre évidemment approximatif. Le *Rapport Incidents* parle de 200 occupants sur chaque barrage, ce qui se situe bien dans le même ordre de grandeur.

de 150 grévistes, auxquels viennent se joindre un nombre indéterminé de non-grévistes, remontant le Bd Rougé depuis les barricades vers la place Pasteur. Quand la manifestation arrive à l'angle du boulevard et de la dernière ruelle du quartier de la Petite Guinée (aujourd'hui rue du 14 février 1952), elle se heurte au barrage établi en cet endroit par

les CRS, qui ont reçu entre-temps l'ordre de : 1) Former un convoi motorisé pour aller enlever la barricade de la rue Sainte-Anne ; et 2) Effectuer des patrouilles à pied dans ce même quartier de la Petite Guinée. C'est, à notre connaissance, le seul moment où nous soyons certains que CRS et manifestants se trouvent en contact physique.

Il doit être alors aux environs de 11 h 45. C'est en ce lieu et à cet instant qu'éclatent les premiers coups de feu. Les deux versions qui nous sont parvenues sont évidemment totalement contradictoires. Le *Rapport Radacal* en attribue toute la responsabilité aux manifestants : « *les premiers* (souligné dans le document), ils attaquèrent à coups de bouteilles enflammées, à coups de pierre et projetèrent des cailloux à l'aide de jeux de paume » (probablement des sortes de raquettes) ; Radacal rapporte être alors intervenu pour essayer de les calmer, mais, n'y parvenant pas, il se retire après s'être fait insulter et menacer, et c'est alors que les CRS « ripostèrent à coups de feu » (« une juste démonstration »). *A contrario*, l'*Exposé Sibon* démonte un engrenage fatal dont la mise en mouvement est entièrement attribuable aux CRS. Tout part d'une des patrouilles qui « fouillent la Petite Guinée », on imagine dans quelle lourde atmosphère. « Une fillette passe portant un sac. Les CRS la tirent violemment et veulent vérifier le contenu de son sac. L'enfant résiste, elle est giflée. On accourt voir ce qui se passe. BAGARRE (majuscules dans le document). CRS et gendarmes ... opèrent sans sommation un sauvage massacre de la population... ».

L'incident rapporté et le fait qu'il ait mis le feu aux poudres semblent crédibles, et la suite plus encore⁵⁸. Par contre, le maire adjoint est pour le moins avare de détails sur la nature et le contenu de la « bagarre » dont il fait état. Et pour cause ! C'est probablement au cours de celle-ci que pierres et bouteilles sont lancées sur les forces de « l'ordre ». La seule fois de la journée, en fait. Car ensuite, une fois que les armes avaient commencé à être utilisées, il fallait être bien courageux, ou totalement inconscient, pour prendre le risque mortel de lancer ne serait-ce qu'un noyau de quénette. Le *Rapport Incidents*, qui décrit le convoi en route pour la barricade bombardé de pierres et de cocktails Molotov tout au long du parcours sur le Bd Rougé, est mensonger. Et plus encore quand il fait état de coups de feu tirés sur les CRS. Non seulement le *Rapport Radacal* n'en parle pas, alors que son auteur, policier lui-même, est présent sur les lieux pendant tous les incidents, mais, en outre, où les manifestants se seraient-ils procurés les armes ? Il faudrait supposer qu'ils soient venus dans les rues du bourg avec leurs fusils de chasse : difficile à imaginer. Il est clair que ce rapport a été « arrangé » de façon à « couvrir » les responsables du massacre aux yeux du préfet, puis celui-ci à l'égard du ministre.

Le déroulement de la fusillade proprement dite semble pouvoir être retracé en quatre moments, correspondant à quatre endroits distincts de la géographie urbaine de Moule.

58. Sauf sur un point : les gendarmes. Ceux-ci ne sont pas engagés directement sur le terrain pendant la fusillade ; les CRS sont les seuls auteurs du massacre.

1° Le déclenchement des tirs sur le haut du Bd Rougé, à l'angle de l'actuelle rue du 14 février 1952. Les CRS ouvrent le feu sur la foule venue depuis la barricade, qui se disperse alors en panique dans les rues avoisinantes ainsi que vers la place Pasteur et le cimetière. Les CRS les poursuivent en « arrosant » tout ce qui bouge, comme le montre clairement l'*Enquête Girard* : « la maison mortuaire, Place Pasteur, porte 14 perforations. Le transformateur électrique en a six. Le mur de clôture en est criblé. (Une) maison ... située rue Duchassaing à 370 m environ du boulevard Rougé, porte des traces de balles ». C'est probablement le moment et l'endroit où les tirs ont été les plus nourris et le nombre de blessés le plus élevé (mais inconnu) ; on relève en outre un blessé mortellement atteint (François Serdot) dans le cimetière.

2° Pendant la marche du convoi motorisé vers la barricade, les tirs semblent moins nombreux mais plus ciblés et plus précis. Les CRS visent les gens sur lesquels ils font feu, comme le montre sur la carte le lieu où sont faites deux autres victimes, relevées le long du Bd Rougé ou à proximité (Justinien Capitolin et Edouard Dernon). Pourquoi ces deux-là ? L'un ou l'autre aurait-il eu la malencontreuse idée de vouloir lancer un projectile, ou se sont-ils trouvés au mauvais endroit au mauvais moment ? Il semble aussi que les CRS se soient « amusés » (mais les guillemets ne sont peut-être pas nécessaires) à tirer un peu au hasard, en l'absence de tout manifestant, sans doute pour accentuer le sentiment de peur qui règne alors sur la ville ; ainsi s'expliqueraient les traces de balles retrouvées sur des maisons situées à des centaines de mètres du massacre, comme sur la route de Saint-François ou à la section Sergent. Par contre, il ne semble pas y avoir eu de blessés dans la partie centrale du Bd Rougé, entre les rues Clémenceau et Joffre.

3° Pour des raisons qui nous échappent, les tirs plus nourris reprennent sur le bas du Bd Rougé, mais beaucoup moins qu'au cimetière. Un mort, Constance Dulac, mère de six enfants, mortellement frappée dans une cour où elle s'était réfugiée, à une centaine de mètres de la barricade, et « des » blessés en nombre inconnu derrière le cinéma Le Moulin Rouge (à l'emplacement de l'actuelle pharmacie Spartien) ainsi qu'au carrefour du Bd Rougé et de la rue Sainte-Anne.

4° Sur la barricade elle-même, aucun contact ni aucun coup de feu, comme l'établit l'*Enquête Girard*, qui relève que toutes les traces de balles, tous les morts et tous les blessés se situent à au moins 100 mètres de là. Le *Rapport Incidents* des CRS est mensonger : quand la voiture de tête arrive devant le barrage, « les occupants descendent et font face ; de nouveaux coups de feu sont tirés par les manifestants qui s'approchent des véhicules à quelques mètres, lançant sur eux des bouteilles d'essence enflammée. Courte réplique des CRS. Calme rétabli ». On admire l'euphémisme sur la « réplique » des CRS, qui laisse entendre qu'ils ont tiré sur des manifestants tenant la barricade. Le préfet « en rajoute » encore dans son compte-rendu d'ensemble au ministre : les CRS « ont dû faire usage de leurs armes pour défendre leur vie. Une douzaine de personnes sont tombées à moins de cinq mètres des CRS » (au cimetière peut-être, mais certainement pas sur la barricade), « plusieurs d'entre elles ayant

en mains des engins incendiaires ». En réalité, quand les CRS arrivent sur la barricade, ils n'ont pas besoin de la prendre d'assaut parce que les occupants sont partis se mettre à l'abri, et ils peuvent la démonter tranquillement. C'est ce que, ultérieurement, un tract de la CGT dénoncera comme « l'infamie de la version policière ».

Il est alors aux environs de midi. Un quart d'heure plus tard, le préfet et le sous-préfet de Pointe-à-Pitre arrivent sur les lieux « et prennent contact avec le maire », qui, revenu entre-temps de Gardel où il a obtenu de la direction l'arrêt de l'usine, découvre avec effarement toute l'étendue du désastre : quatre morts et au moins quatorze blessés par balles, dont treize hospitalisés à Pointe-à-Pitre ; nous ne savons pas combien sont restés estropiés et handicapés à vie (*Voir tableau*). En outre, il y a probablement eu des blessés autrement que par balles (dans les bousculades et la fuite après les premiers tirs), mais la prudence leur a sans doute conseillé de ne pas se manifester. Un tract postérieur de la CGT⁵⁹ affirme que « la plupart » des morts et des blessés ont été atteints dans le dos ; l'état des blessures dressé par l'hôpital de Pointe-à-Pitre ne semble pas confirmer ce propos, et l'*Enquête Girard* n'en parle pas. Enfin, on compte un blessé chez les CRS, le lieutenant Chevalier, atteint à la jambe par un jet de pierre (*Rapport Incidents*), mais la blessure ne doit pas être bien grave puisque cet officier n'est pas hospitalisé⁶⁰ et que son nom ne figure pas parmi ceux des fonctionnaires blessés décorés ultérieurement par le préfet (*infra*).

4. LES RESPONSABILITÉS

Éliminons tout de suite l'hypothèse de l'accident imprévisible qui surprend tout le monde. On ne peut pas dire que la préfecture n'ait pas été prévenue du caractère explosif de la situation dans le pays sucrier de la Grande-Terre. Sans doute plus lucide, parce qu'il a pu expérimenter de près la misère et l'exaspération de la population, le capitaine de gendarmerie Peyraud avertit ses supérieurs dans son rapport sur les événements de Morne-à-l'Eau : « Il est à craindre que de nouveaux incidents n'éclatent dans toute la Guadeloupe si le taux des salaires n'est pas rapidement relevé ». Et pourtant, le préfet tergiverse. Au lieu de réunir représentants des employeurs et des salariés autour d'une table sous son arbitrage, il reçoit séparément les uns puis les autres avant d'annoncer aux syndicalistes qu'il a décidé de retenir les propositions patronales. Puis, il avertit ensuite qu'il est bien décidé à maintenir l'ordre.

59. « L'infamie de la version policière des événements du Moule » ; chemise 12. Distribué dans les rues de PAP le 17 mars.

60. Dans son tract précité, la CGT, que l'on peut imaginer bien informée par ses adhérents à l'hôpital, note que « les hôpitaux attendent vainement depuis le 14 février... les gendarmes et les CRS qui auraient été blessés à en croire le communiqué officiel ».

LES VICTIMES DE LA FUSILLADE

Les morts

NOM, prénom	LIEU
CAPITOLIN Justinien	Carrefour rue Clémenceau – Bd Rougé
DERNON Edouard	Angle rues Albert 1 ^{er} et Dr Nesty
DULAC Constance	Dans une cour, bas du Bd Rougé
SERDOT François	Blessé cimetière, décédé hôpital de PAP

Source : *Enquête Girard ; L'Étincelle*, 2 avril 1952. Voir localisation sur la carte.

Les blessés par balles

Nom, prénom	Profession	Nature de la blessure (1)
SERDOT François	Maçon	Cuisse gauche
JACEL Yves	Ouvrier agricole	Thorax et bras
BUFFON Emmanuel	Apprenti mécanicien	Bras droit, main gauche
LAREAU ou LAROT Joseph	Manœuvre	Jambe droite
POSTRO Antoine	Ouvrier agricole	Jambe droite
PONGUE Saturnin	Charron	Cuisse droite
TRISTAN Robert	Ecolier	Pied droit
GUERY ou GERYL Socrate	Ouvrier agricole	Cuisse et pied
MORADEL Wilfrid	Cultivateur	Poumons
VIVANZ ou VIVIANI Joseph	Ouvrier boulanger	Fracture jambe gauche
STRAZEL Fred	Mécanicien	Gazé
NOC Raymonde ou Edmonde	Ouvrière agricole	Deux cuisses
DESJARDINS ou DAIJARDIN Félicie	n. d.	Chevile et jambe gauche
MOYER Rose-Marie	n. d.	(Pas hospitalisée)

Source : Les treize premiers noms sont portés dans 7W 58, liste signée du directeur de l'hôpital général de PAP, 14 février 1952 ; le quatorzième dans le *Rapport Radacal*.

(1) La nature des blessures n'est pas autrement précisée, concernant en particulier leur degré de gravité.

Nota : On observe avec intérêt la variété des professions des blessés, qui montre clairement que la mobilisation s'est étendue bien au-delà des grévistes de Gardel.

On ne peut pas, dès lors, ne pas se poser la question : « provocation ou irresponsabilité » ? Les sources actuellement accessibles ne permettent pas de donner une réponse certaine, mais on peut formuler l'hypothèse que « on » (le préfet ? le ministère de l'Intérieur ?) aurait voulu profiter de la tension régnant alors en Guadeloupe, en raison de la

grève de la canne, et de l'absence de Rosan Girard pour l'impliquer dans une « sale affaire », afin d'obtenir ensuite la levée de son immunité parlementaire ; et cette affaire aurait mal tourné et échappé à ses initiateurs à cause de la brutalité de la réaction des CRS sur le terrain. Plusieurs observations conduisent à cette conclusion.

1) Les événements de Morne-à-l'Eau ont provoqué un énorme sentiment de frustration dans les rangs des forces « de l'ordre ». Interdits alors, nous l'avons vu, d'utilisation de leurs armes, gendarmes et CRS ont l'impression d'avoir servi de cibles sans pouvoir riposter comme ils auraient voulu le faire, c'est-à-dire en ouvrant le feu. Notons également que, à cette époque, ils sont encore très mal protégés et donc particulièrement vulnérables face à des manifestants les bombardant de projectiles divers⁶¹ ; on se rappelle d'ailleurs que les affrontements de Morne-à-l'Eau ont fait sept blessés dans leurs rangs, dont deux grièvement qui ont dû être hospitalisés. Grande doit être leur envie de vengeance. Au cours de jours suivants, les responsables du maintien de l'ordre exercent sur le préfet une vive pression pour qu'il modifie ses instructions sur ce point. Dans un article publié le 11 mars dans le journal socialiste métropolitain *Le Populaire*, le président du Conseil général, Omer Ninine, que l'on peut supposer bien informé, fait état d'une « rumeur » selon laquelle « dès le lendemain (9 février), le lieutenant du détachement des CRS et le capitaine de gendarmerie auraient eu une explication orageuse avec le préfet, lui reprochant, paraît-il, de réitérer chaque fois des consignes de patience alors que les manifestants, eux, s'énervaient vite... Je n'ai pu contrôler cette rumeur, mais le lendemain même on enregistrerait un changement de ton de M. Villeger, qui annonçait à la radio qu'il allait maintenir l'ordre et protéger la liberté du travail par tous les moyens »⁶².

Bien sûr, on n'imagine pas *a priori* un préfet de la République donnant explicitement l'ordre ou l'autorisation de tirer à des fonctionnaires de police, mais on peut supposer, par contre, des propos ou une attitude suffisamment ambigus pour que ceux-ci se soient sentis autorisés à le faire. Et ceci d'autant plus que, même si la Guadeloupe est officiellement un département, elle demeure toujours une colonie dans les têtes, particulièrement celles des CRS, envoyés de France pour de courtes périodes⁶³ ; lors de la grande grève des mineurs de 1947 dans le Nord-Pas-de-Calais, les CRS ont dû parfois prendre d'assaut des puits occupés sous une véritable pluie de boulons et pourtant ils n'ont jamais tiré.

61. On le voit bien sur les photos qui ont été prises à Pointe-à-Pitre le 26 mai 1967, lors des premiers accrochages sur la place de la Victoire. Les CRS chargent en short et chemisette, et leur protection consiste uniquement en un casque, sans visière ni protection de la nuque, et un petit bouclier rond pas beaucoup plus grand qu'un couvercle de poubelle ; rien sur les jambes. Aucune comparaison avec les espèces de « robocops » bardés de Kevlar que l'on voit aujourd'hui.

62. Coupure conservée dans chemise 12.

63. Dans sa relation des événements de Morne-à-l'Eau, le *Rapport Fouchard* emploie régulièrement et très normalement l'expression de « route coloniale » pour désigner celle qui traverse le bourg, alors qu'elle est devenue « nationale » depuis 1948 (puisque c'est désormais l'Etat qui finance son entretien).

2) Pour ce qui concerne le déroulement du massacre proprement dit, on ne peut en aucune façon parler de « bavure policière ». Il y a dans cette expression une connotation d'imprévisibilité et d'accidentel qui fait totalement défaut ici : un contrôle qui tourne mal, un policier isolé au milieu de manifestants violents qui panique ... A Moule, on s'est préparé à tirer, et on a tiré pour tuer. Le nombre même de coups de feu suffirait à écarter l'hypothèse de la « bavure » ; après un décompte apparemment minutieux, le cartel intersyndical aurait retrouvé 300 balles ou traces de balles dans tout le bourg⁶⁴. Comme nous l'avons vu, les CRS sortent de la gendarmerie au moment où les manifestants arrivent à leur hauteur, au niveau de la place Pasteur ; une brève « bagarre » se produit, les pierres et les bouteilles volent, ils font feu immédiatement. Il n'y a eu ni sommations, ni emploi des moyens non létaux normalement utilisés dans les opérations de maintien de l'ordre (charges ou gaz lacrymogènes). Les CRS ont certes utilisé des grenades lacrymogènes⁶⁵, mais ultérieurement, probablement lors de la descente du convoi vers la barricade, et sans doute aussi avant de s'approcher d'elle. La seule question qui se pose ici est celle de l'origine du déclenchement initial des tirs devant le cimetière : sont-ils partis « spontanément » chez certains hommes pressés de régler leurs compte de Morne-à-l'Eau et qui auraient entraîné les autres, ou ont-ils reçu un ordre clair de leurs officiers⁶⁶ ? Ajoutons que les tirs effectués par la suite, lors de la descente du convoi vers la barricade, n'ont plus rien de spontané ; les CRS n'ont plus de groupes de manifestants en face d'eux, ils « allument » froidement des personnes isolées-

3) Rien dans les sources ne montre l'existence d'une provocation délibérée de la préfecture, mais, compte-tenu de l'atmosphère violemment anti-communiste qui règne alors dans les milieux politiques au pouvoir et dans la haute administration, c'est une hypothèse que l'on ne saurait écarter sans examen. Après tout, les « coups tordus » contre le PC ne manquent pas en métropole au même moment, comme l'atteste le fameux « complot des pigeons » monté par la police contre Jacques Duclos, et qui se termine dans le ridicule⁶⁷. Pourquoi pas en Guadeloupe contre Rosan Girard ? Trois faits incitent tout au moins à se poser la question.

En premier lieu, les circonstances des événements de Morne-à-l'Eau. Le *Rapport Fouchard* comme celui du capitaine de gendarmerie Peyraud laissent un sentiment de malaise quant à la façon dont ont été utilisées les forces « de l'ordre ». Après deux heures d'un cheminement très lent et très difficile sous une pluie de projectiles, le convoi de cannes accompagné par les CRS est bloqué dans le bourg à la hauteur de la mairie par les manifestants et par la fuite des chauffeurs de la SIAPAP. Il est évident à ce moment-là qu'il sera très difficile de le faire passer, malgré plusieurs

64. Nombre cité dans le tract CGT distribué le 17 mars ; chemise 12.

65. De nombreux morceaux ont été ramassés par la population dans toute la ville, et même une non éclatée (*Enquête Girard*). On voit en outre, dans le tableau des blessés, que l'un d'eux a été gazé.

66. On pense en particulier au lieutenant Chevalier qui commandait la section ayant ouvert le feu. Les sources ne permettent pas de savoir où il était au moment des premiers tirs, mais *L'Étincelle* du 7 mars (*ch. 12*) demande son inculpation pour assassinat. On se rappelle d'autre part qu'il a été blessé à la jambe par une pierre ; y aurait-il un lien de cause à effet ?

67. Voir note 14, *supra*.

charges des CRS et l'emploi de gaz lacrymogènes. Et pourtant, le sous-préfet de Pointe-à-Pitre, présent sur les lieux, n'hésite pas à confirmer l'ordre d'avancer. A l'arrivée, sept blessés dans les rangs de la police et de la gendarmerie. La question est : a-t-on délibérément envoyé les CRS au « casse-pipe » ?

La seconde interrogation porte sur la nature et l'objectif de l'opération ordonnée à Moule par la préfecture. Officiellement, il s'agit de protéger la liberté du travail à Gardel, mais, outre que l'usine est située à six km du bourg, la situation le 11 février, le premier jour où arrivent les CRS, y est parfaitement calme ; la grève n'y démarre que le lendemain. Accessoirement, à supposer même que la liberté du travail y fût menacée, était-il vraiment nécessaire d'envoyer cinquante hommes pour la garantir ? Enfin, pourquoi a-t-on envoyé les CRS, qui avaient déjà beaucoup « dégusté » à Morne-à-l'Eau la semaine précédente, plutôt que les gendarmes, qui y étaient alors présents mais avaient relativement peu participé aux affrontements avec la population⁶⁸ ?

Il est enfin un troisième fait troublant. Le 14 février, le sous-préfet de Pointe-à-Pitre, qui est présent à Moule dans la matinée, sait parfaitement que, depuis 11 heures, le maire-adjoint Sibon et le conseiller général Hubert sont à Gardel en train de négocier avec Aubéry l'arrêt de l'usine, afin de faire diminuer la tension et obtenir ainsi le départ des CRS. Or, non seulement il n'attend pas le retour de la délégation, mais au contraire il donne à 11 h 30 « l'ordre de forcer le barrage ».

Tout ceci nous amène à conclure que la préfecture a délibérément pratiqué la politique du pire. Elle a choisi d'« exciter les fauves » avant de les lâcher, en sachant parfaitement qu'ils feraient de gros dégâts. Pourquoi ? Pour appliquer des instructions du gouvernement, ou pour « piéger » Girard et les communistes, ou pour donner une bonne leçon à ces Mouliens insupportables indéfectiblement attachés à leur député-maire, comme le croient, aujourd'hui encore, beaucoup d'entre eux ? Cette question ne trouvera sans doute probablement jamais de réponse. Une autre question sans réponse se pose également : jusqu'où le ministère et/ou la préfecture étai(en)t-il(s) prêts à aller dans la voie de la répression ? On peut à tout le moins s'interroger sur ce point quand on sait que, le soir même du drame, le préfet demande au commandement régional des armées pour les Antilles de mettre à sa disposition une section d'infanterie pour être éventuellement « employée au maintien de l'ordre dans le département »⁶⁹.

5. LES SUITES

Ou plus exactement, l'absence de suites.

Les réactions du milieu politique guadeloupéen sont, exception faite de celles du PC, très en deçà de ce à quoi on s'attendrait *a priori* après

68. A Morne-à-l'Eau le 8, comme à Moule le 14, les gendarmes sont utilisés essentiellement en soutien et en sécurisation des CRS, mais pas en première ligne ; ils n'ont eu que très peu de contacts avec les manifestants. Leur seul blessé l'a été par l'explosion dans sa main de la grenade qu'il s'apprêtait à lancer.

69. Chemise 13 ; nous ignorons la réponse des militaires

une tuerie pareille. La profondeur de la fracture idéologique entre les communistes et « les autres » dissuade ces derniers de réagir aussi fort qu'il eût sans doute été normal de le faire. Au Conseil général comme à l'issue d'une réunion de plusieurs maires, on se limite à émettre « la plus véhémement protestation »⁷⁰, un propos qui paraît bien tiède eu égard à la brutalité des événements de Moule, mais c'était probablement le seul moyen de parvenir à une position commune. Il se trouve même un élu, Balin, le maire de l'Anse-Bertrand, dont l'anticommunisme va si loin qu'il n'hésite pas à insulter la mémoire des victimes, qui, dit-il, ne sont pas « mortes pour leur patrie mais pour Moscou » (!) ; si les communistes n'avaient pas « bafoué l'autorité », il n'y aurait pas eu de morts⁷¹. Cette division des politiques se retrouve dans la presse. La plupart des titres non communistes attaquent violemment le PC, présenté comme le seul responsable du drame⁷², la palme revenant ici au *Nouvelliste*, qui se déchaine littéralement⁷³. Seul *Clartés*, le journal de l'Eglise catholique en Guadeloupe, fait preuve de retenue, se contentant de reprendre sobrement (n° du 23 février) la version officielle, mais sans en rajouter et surtout sans hésiter à faire état de l'arrestation d'Abouna et du « mécontentement de la population » qui s'en suivit, ainsi que des efforts du maire-adjoint Ciban pour rétablir le calme ; il est probable que l'évêché, qui disposait avec le clergé de la commune d'une source privilégiée d'information, a su plus tôt et mieux que tout le monde ce qui s'était exactement passé à Moule, mais, naturellement, il lui était difficile d'en faire état publiquement sans se heurter avec la préfecture. Cette discrétion est en elle-même une condamnation.

A *contrario*, les réactions du PC et de sa presse sont évidemment d'une extraordinaire violence verbale. Aux obsèques des victimes, le 15 février⁷⁴, on dénonce « la politique raciste que la France nourrit vis-à-vis de la race noire d'outre-mer » (Speronel), « la haine de la classe laborieuse » dont fait preuve le préfet, « principal animateur de cette tuerie » (Gargar), les mains du préfet, « rouges du sang du peuple guadeloupéen qu'il vient de faire lâchement assassiner dans cette ville » (Ludger). *L'Étincelle* du 23 février qualifie le préfet d'« initiateur et âme de cette sauvage répression », les CRS de SS et de « bêtes avides de sang », et compare Moule à Oradour-sur-Glane ; puis, dans le numéro du 2 avril, Rosan Girard, accuse nommément le préfet Villeger d'être « responsable » d'un « crime prémédité sur une population innocente et désarmée ». Enfin, dans plusieurs communes apparaissent des inscriptions « Villeger assassin » sur les murs, qui ont probablement été faites par des militants communistes.

70. Chemise 1, rapport RG 22 février.

71. Chemise 10, rapport gendarmerie 19 février.

72. Coupures de presse dans chemise 12 (*Nouvelliste*, *Miroir de la Guadeloupe*, *Réveil du Peuple*, *Clartés*).

73. N° du 15 février. Titre de l'article : « **Il faut que le sang coule**, tel est le slogan que les leaders communistes avaient lancé au cours de leurs réunions politiques à travers le département. **IL COULA en effet, hier, à Moule** » ; dans la suite de l'article, il est à plusieurs reprises question de « commandos staliniens ».

74. Compte-rendu Radacal dans chemise 1 (1.200 à 1.500 personnes) ; rapport gendarmerie dans ch. 2, sous-chemise « Cipolin » (3.000 personnes).

Du côté syndical, c'est le plus souvent le terme « indignation » qui revient⁷⁵. A l'initiative du cartel intersyndical, un appel à une journée de grève interprofessionnelle de solidarité est lancé pour le 22 février. Ses résultats sont assez mitigés. Les grévistes sont relativement nombreux dans l'enseignement (50 % dans le primaire, 30 % au lycée Carnot) et chez les dockers (415/605), ainsi que dans quelques services administratifs à Pointe-à-Pitre et dans la plupart des communes de la Grande-Terre⁷⁶, mais, même à Moule, elle n'est jamais totale⁷⁷ ; échec partout ailleurs, particulièrement à Basse-Terre⁷⁸. Il semble que ce mouvement ait été victime des divisions politiques entre salariés⁷⁹. Mais on constate aussi avec surprise que l'émotion soulevée par le massacre semble être retombée rapidement ; un mois seulement après, deux appels du maire de Moule invitant la population à assister à un dépôt de fleurs au cimetière et à une grand-messe à la mémoire des victimes ne suscitent qu'un faible écho⁸⁰. Est-ce parce que le PC n'a pas su ou pas voulu maintenir la mobilisation autour du drame, ou parce que ses militants sont occupés sur d'autres terrains, notamment celui de la canne, où la grève se poursuit, ou encore parce qu'il leur faut avant tout se protéger contre une répression qui les vise tout particulièrement⁸¹ et de multiples façons⁸² ?

En métropole, le massacre de Moule ne rencontre que très peu d'écho en dehors du milieu des étudiants antillais de Paris⁸³, qui dénoncent « le crime colonialiste »⁸⁴. A l'exception de *L'Humanité*, la presse est avare

75. Notamment dans les télégrammes adressés au préfet dans les jours suivant le massacre (Intersyndicales, unions locales de fonctionnaires, CGT Martinique ...), conservés dans chemise 3.

76. Mairies, contributions, douanes, services actifs des travaux publics ; très faible participation des PTT. Principales communes concernées : Abymes, Sainte-Anne, Moule, Anse-Bertrand, Sainte-Rose, Lamentin, Port-Louis, Morne-à-l'Eau.

77. Rapport commissaire de police 22 février : aucun gréviste dans les PTT, les services fiscaux, la justice de paix ; deux institutrices n'ont pas fait grève à l'école de filles du bourg.

78. Sur cette journée de grève, chemises 7 et 8.

79. Ch. 7, rapport RG 21 février : il estime qu'environ 50 % des enseignants du primaire feront classe ; « il s'agit en général des instituteurs et institutrices à tendances socialistes et RPF » (le parti gaulliste, classé à l'époque à l'extrême droite).

80. Chemise 1, rapport gendarmerie 17 mars : il n'y a eu qu'une cinquantaine de personnes au dépôt de fleurs et « très peu de monde » à la messe.

81. Voir notamment dans chemise 2, les dossiers des RG sur :

Raphael Cipolin, menuisier à l'hôpital général (« Conduite, moralité, réputation : mauvaises » ; « mauvais Français » hostile à la guerre d'Indochine ; « communiste dangereux » ; impossible de le licencier, il fait parfaitement son travail).

Marcel Gargar, inspecteur des contributions (« Conduite, moralité, réputation : bonnes » ; sentiments « antinationaux » en raison de son hostilité à la guerre d'Indochine ; impossible de lui infliger une sanction administrative, il fait parfaitement son travail).

Aristide Magen, professeur au lycée Carnot (« Conduite, moralité, réputation : bonnes » ; sentiments « antinationaux », hostile à la guerre d'Indochine ; « a fait l'objet de poursuites pour menées de nature à nuire à la sûreté extérieure de l'Etat », mais relaxé).

82. Chemise 14, mars 1952. Poursuites sur plainte du préfet pour injures et diffamation en raison des propos tenus lors des obsèques des victimes, contre Césarío Sibán, maire-adjoint de Moule ; Charlotte Monpierre, institutrice ; Rochemond et Pentier (prénoms n. d.), professeurs au lycée Carnot ; Henri Souriant et Marcel Gargar, respectivement employé et inspecteur au service des Contributions ; plus Nicolas Ludger, pour un article dans *L'Étincelle* ; le 10 avril, plainte du même contre Rosan Girard pour son tract « La vérité sur les événements sanglants du 14 février ... » (mais il faudra obtenir la levée de son immunité parlementaire).

83. Sur lequel on trouvera des développements nourris dans J. P. Sainton, *Décolonisaiton improbable*, p. 176-187.

84. Télégrammes de l'AGEG (16 février) et de l'AGEM (19 mars) au préfet dans chemise 3.

de détails et plus encore de commentaires⁸⁵ ; *Le Monde*, *Le Figaro*, *France Soir* et même *Le Populaire*, pourtant organe d'un parti théoriquement de gauche (la SFIO), se contentent de reproduire dans un entrefilet et sous des titres édulcorés (« bagarre », « échauffourée »), le communiqué du ministère de l'Intérieur, qui, lui-même, ne fait que reprendre la version préfectorale et policière⁸⁶. Par la suite, seul *Le Populaire* revient, dans ses numéros des 10 au 12 mars, sur « les tragiques événements du Moule », avec un article très complet d'Omer Ninine présentant longuement les tenants et les aboutissants du drame, le conflit de la canne, l'affaire de Morne-à-l'Eau, et enfin les deux versions de la fusillade, mais sans se prononcer personnellement ; on distingue néanmoins dans ses propos une discrète désapprobation de l'attitude préfectorale. Les trois autres titres précités n'en parlent plus. Mieux même, dans son numéro du 20 février, *Le Monde* publie un de ces grands éditoriaux signés « Sirius », le nom de plume d'Hubert Beuve-Méry, son directeur, qui fixent la ligne du journal. Intitulé « Situations impossibles », il fait un tour très complet de tous les grands problèmes que rencontre alors la France⁸⁷, et en particulier, sous le sous-titre « Union française », les problèmes coloniaux : Indochine, où l'armée française est en train de perdre la guerre, et Tunisie, où se déroulent au même moment de graves troubles liés à la lutte d'Hubert Bourguiba pour l'indépendance ; mais pas un mot pour la Guadeloupe, dans laquelle quatre personnes viennent tout de même d'être tuées par la police une semaine plus tôt ! Ces silences en disent long sur le peu d'attention que les responsables de la presse parisienne prêtent à ces morts⁸⁸.

Seule *L'Humanité* accorde au massacre de Moule une place en rapport avec la gravité de l'événement, en lui consacrant trois articles. Les deux premiers publiés immédiatement après (n^{os} des 16 et 19 février), sont principalement pour exprimer la solidarité du PCF et de la CGT avec « le peuple guadeloupéen » en général et les victimes en particulier. On sent que le journal, qui refuse évidemment de reprendre le communiqué du ministère de l'Intérieur, a encore peu d'informations sur ce qui s'est réellement passé ; il parle surtout du conflit de la canne mais pratiquement pas de la fusillade elle-même. Celle-ci n'est réellement abordée que dans

85. Nous avons dépouillé, à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre, tous les numéros des principaux quotidiens nationaux compris entre le 15 février et le 15 mars, à l'exception de *L'Aurore*, dont les exemplaires pour cette période sont incommunicables en raison de leur mauvais état. Les numéros faisant état de la fusillade de Moule sont, selon les titres, ceux du 15 ou du 16-17 février.

86. « Une violente échauffourée a été provoquée par un groupe de plusieurs centaines de grévistes conduits par des meneurs CGT, qui, après avoir tenté de faire débrayer le personnel d'un centre industriel, se sont attaqués au service d'ordre mis en place pour assurer la liberté du travail. Plusieurs coups de feu furent tirés des rangs des manifestants, blessant un officier et plusieurs gendarmes et CRS. Des bombes incendiaires furent également lancées sur le service d'ordre. Se trouvant en état de légitime défense, celui-ci dut faire usage de ses armes. On déplore trois morts et neuf blessés graves parmi les assaillants. Les dispositions prises par le préfet de la Guadeloupe ont permis le rétablissement de l'ordre ».

87. Instabilité ministérielle, déficit budgétaire, inflation, rapports Est-Ouest, réarmement de l'Allemagne ...

88. Une « coquille » du *Figaro* est révélatrice à cet égard. Dans son entrefilet reproduisant le communiqué du ministère de l'Intérieur, ce journal écrit que les grévistes « étaient conduits par des MINEURS (sic !) de la CGT ». Des mines en Guadeloupe ! c'est dire avec quel peu de sérieux l'information a (ou plus exactement n'a pas) été vérifiée.

le troisième article (n° du 29 février), probablement après que la direction du Parti et du journal ait reçu des communistes guadeloupéens une version autre que la version officielle ; à très peu de choses près, cet article ne fait que reprendre le contenu du tract de l'intersyndicale sur « L'infamie de la version policière » que nous avons déjà cité précédemment à plusieurs reprises. Le ton de tous ces articles est extrêmement violent⁸⁹, mais *L'Humanité* est le seul journal qui fasse une analyse politique du drame ; celui-ci est présenté comme la conséquence d'une situation coloniale qui perdure, avec un préfet se conduisant « comme le gouverneur d'hier (...) pour défendre les intérêts des capitalistes installés à la Guadeloupe ».

Mais cette indignation n'a, compte tenu de l'isolement politique du PC, aucune suite parlementaire. Deux députés communistes, Léopold Bissol (Martinique) et Maurice Kriegel-Valrimont (Seine) essaient en vain d'interpeller le gouvernement à la fin-février, Rosan Girard n'étant pas alors en mesure de le faire pour d'obscures raisons juridiques ; quand ce dernier pourra essayer à son tour, il n'aura pas plus de succès⁹⁰.

Sur le plan administratif, « l'affaire de Moule » ne semble pas avoir eu le moindre prolongement, si ce n'est qu'elle a peut-être accéléré la carrière de certains CRS, auxquels le préfet n'hésite pas à adresser des lettres de félicitations⁹¹. Quant au préfet Villeger lui-même, qui, en tant que représentant de l'Etat et chef de l'administration dans le département, est le responsable hiérarchique en dernière instance du drame, les morts de Moule ne pèseront ni sur sa carrière⁹², ni sur sa conscience⁹³. Ajoutons enfin que l'on ne trouve nulle trace, dans les archives actuellement accessibles, d'une quelconque suite pénale à ce qui peut être qualifié en droit d'« homicide » ; on ne sait même pas si une instruction a été ouverte⁹⁴. Rosan Girard demande l'inculpation sous ce chef du préfet Villeger et du lieutenant des CRS Chevalier⁹⁵, mais manifestement en vain.

89. « Crimes colonialistes », « le colonialisme qui tue », « la haine qui caractérise les colonialistes », le préfet Villeger qui « fait tirer sur les travailleurs en grève », « sur une population désarmée ».

90. J. P. Sainton, *Rosan Girard*, p. 267.

91. Chemise 6, lettres du préfet au ministre, 11 et 14 mars. Il a adressé une lettre de félicitations à l'ensemble de la compagnie de CRS, une au lieutenant Fouchard qui commandait à Moule, et une à trois gardiens blessés lors de l'opération ; plus une médaille d'honneur de la police et deux mentions honorifiques à trois autres gardiens également blessés ; plus diverses primes en argent. On observe toutefois que le lieutenant Chevalier, qui commandait sur le terrain le peloton de CRS ayant ouvert le feu, et ayant peut-être (?) donné l'ordre de tirer, n'est pas cité ni récompensé ici, bien qu'ayant été blessé ; aurait-il, malgré tout, fait l'objet d'une sanction administrative, non rendue publique comme c'est la règle dans la police ?

92. Nommé préfet de la Guadeloupe en janvier 1951, il y reste jusqu'en novembre 1952, un délai normal, quoique peut-être un peu court, dans une carrière préfectorale. Il est nommé alors à Vesoul, préfet de la Haute-Saône, ce qui ne constitue pas précisément une promotion mais ne peut en aucune façon être interprété comme une sanction. *Sources* : divers sites sur internet.

93. Puisqu'il n'hésite pas, en 1954, à revenir aux Antilles comme préfet de la Martinique ; peut-être le ministère de l'Intérieur a-t-il voulu bénéficier de son « expérience » dans la gestion des populations locales.

94. Rappelons que le délai d'ouverture des archives judiciaires est de cent ans.

95. Lettre au ministre de l'Intérieur du 26 février, reproduite dans *L'Etincelle*, 7 mars 1952.

Enfin, la grève de la canne, qui était à l'origine du drame et se poursuit pendant tout ce temps, se durcit considérablement et devient générale sur tous les centres pendant une semaine, puis les premiers signes d'une reprise du travail se font très lentement sentir à partir du 20 février, accompagnée néanmoins de nombreux incidents entre grévistes et non-grévistes, mais apparemment sans intervention des CRS et de la gendarmerie. Pour accélérer le mouvement, les usiniers accordent 88 F de l'heure, pas beaucoup moins finalement que les 91 réclamés initialement par les travailleurs un mois plus tôt ; quatre morts pour trois (anciens) Francs ! L'objectif des 100 F est finalement abandonné en dépit des appels du PC à la poursuite du mouvement ; probablement que les travailleurs, épuisés physiquement et financièrement par un mois de lutte, ne peuvent plus continuer. Le travail reprend début mars à Marquisat, puis progressivement sur les autres centres au cours des jours suivants⁹⁶.

Au cours du XX^e siècle, les forces « de l'ordre » ont ouvert le feu neuf fois sur la population en Guadeloupe : Sainte-Marthe en 1900 (trois morts), Duval en 1925 (cinq morts), Bonne-Mère puis Abymes en 1930 (un et deux morts respectivement), Saint-Louis de Marie-Galante en 1936 (deux morts), Basse-Terre et Port-Louis en 1943 (un mort chaque fois), Moule en 1952 (quatre morts), Pointe-à-Pitre en 1967 (officiellement huit morts). La dernière fois aux Antilles, c'était en 1974 à la Martinique (Le Lorrain, un mort).

96. Sur tout ce qui concerne l'évolution de la situation dans la canne après le 14 février, voir chemise 10.